



## *Section des Pyrénées-Atlantiques*

### **Déclaration liminaire des élus FO-DGFIP 64** **au CTL du 26 avril 2013**

Monsieur le Président,

Ce Comité Technique Local se tient dans un contexte de crise morale qui frappe le personnel politique, et d'austérité budgétaire qui frappe tous les agents de la DGFIP.

Notre section locale F.O.-DGFIP 64 n'a pas pour habitude de commenter l'actualité mais nous ne pouvons rester sans réaction, en notre qualité d'agents des finances publiques, devant ce qui s'appelle aujourd'hui « l'affaire CAHUZAC ». Néanmoins et respectueux des principes républicains de séparation des pouvoirs, le Syndicat F.O.-DGFIP laissera à la Justice le soin d'apporter les éclaircissements et les sanctions nécessaires dans cette affaire.

L'ex ministre délégué au budget, chantre et défenseur d'une politique de restriction budgétaire et de contrôle fiscal mais sans création de postes adéquats, fraude et ment. Or, F.O.-DGFIP considère que, lorsque l'on se veut le Saint-Just des finances publiques, on se doit d'être irréprochable tant fiscalement qu'au plan de la morale républicaine.

Les agents des Finances Publiques qui, à défaut du dépôt annuel de leur déclaration de revenus et du paiement de l'intégralité de leurs obligations fiscales font l'objet d'une procédure disciplinaire et qui sont soumis à un contrôle sur pièce quinquennal, sont aujourd'hui fortement inquiets des conséquences que cette affaire aura sur leurs relations avec tous les publics, particuliers et professionnels, et des répercussions éventuelles sur la réputation de leur Administration.

Dans un contexte de crise sociale et économique profonde, ils craignent en effet que, à cause de cette affaire, les incivilités voire l'agressivité, soient multipliées et deviennent humainement ingérables.

Venons-en maintenant au Comité Technique Local de ce jour, qui aborde un point très sensible pour le département : Le budget.

Les années se suivent et, malheureusement, se ressemblent sur les annonces budgétaires. 2013 ne fera pas exception à la règle.

Aussi, cette déclaration pourrait être celle de l'année dernière... Nous avons cependant résisté à la solution de facilité car, si d'une année à l'autre les annonces de réduction sont du même tonneau, le déficit cumulé, lui, se fait et se fera de plus en plus sentir douloureusement dans les services et nous le dénonçons haut et fort !

Après l'annonce, en début d'année, de nouvelles suppressions d'emplois pour 2013, le maître mot de ce comité technique sera à nouveau « réduction », **avec une nouvelle réduction des crédits de fonctionnement de pratiquement 20 %, soit près de 740 000 €.**

C'est pourquoi, dans votre rapport de présentation de la dotation 2013, vous indiquez que « *Tous les postes de dépenses sont soumis à la même exigence d'austérité...* ». Nous prenons acte du terme employé qui laisse à penser que vous semblez donc partager nos positions concernant la répartition de la pénurie.

A cela, il faut ajouter le fait qu'aucun financement pour des opérations immobilières n'est attendu.

**Alors Monsieur le Président, à ce stade et avant de poursuivre, les élus F.O.-DGFIP 64 souhaitent vous poser une question simple : à quelle date estimez-vous que la DDFIP des Pyrénées-Atlantiques sera en cessation de paiement ?**

Les représentants F.O.-DGFIP dénoncent fermement toutes ces baisses quand les agents subissent déjà au quotidien l'augmentation de leur charge de travail, l'augmentation du stress, l'augmentation du mal-être, l'absence de vision sur l'avenir de leurs missions.

Toutes ces diminutions s'appliquent alors que les salaires sont gelés depuis 2010, que les frais de déplacement ne sont pas revalorisés et les exemples sont nombreux.

Comment ne pas également évoquer la déception supplémentaire pour un certain nombre de collègues de notre département de voir les possibilités de promotion par liste d'aptitude réduites de moitié pour le B en A et d'un tiers pour le C en B.

Les personnels subissent donc une perte continue de leur pouvoir d'achat dans un contexte social déjà très lourd !...même si la Ministre de la Fonction Publique est revenue sur le jour de carence et le déplafonnement du 8<sup>ème</sup> échelon pour les cadres C.

En réalité, la motivation de Madame LEBRANCHU est ailleurs : c'est de contrebalancer les non revalorisations salariales des fonctionnaires pour cette année, voire plus...

C'est pour Force Ouvrière la pire des raisons ! Cela se nomme l'austérité !

Aussi, aujourd'hui, l'exercice que vous nous proposez est de participer à une discussion où tout est « cadré » par des décisions strictement politiques. Une fois de plus, vous nous demandez d'entériner une nouvelle pénurie !

**Les agents du département se retrouvent obligés de toujours faire « plus » avec « moins d'effectifs et moins de moyens budgétaires » !**

**Cette austérité budgétaire, continuons à ne pas avoir peur des mots, porte une nouvelle atteinte au devenir des missions de service public dans notre département !**

**La DDFIP 64 n'était-elle pas, fin 2012, en cessation de paiement au vu des documents que vous nous avez fournis ?**

Les représentants F.O.-DGFIP 64 ne sont pas dupes : ce budget d'austérité marquera encore cette année un exercice de cavalerie budgétaire pure et simple !

Les élus F.O.-DGFIP 64 et vous-mêmes le savent : rien n'est possible sans l'attribution de moyens humains supplémentaires et sans la mise à disposition de crédits budgétaires suffisants pour un fonctionnement optimum des services.

Comment les personnels vont-ils subir au quotidien le manque de moyens pour travailler dans des conditions acceptables et accomplir leurs missions de service public ?

**Soyons réalistes, les économies demandées par la direction générale sont impossibles à tenir...**

**Et s'il n'y a pas de moyens humains et matériels, il n'y aura aucune solution au mal-être des personnels !!!**

**F.O.-DGFIP 64 ne peut cautionner ces choix et condamne fermement l'industrialisation de nos missions qui n'a pour véritable objectif que de réduire le nombre des personnels, ce qui aura pour conséquence de détériorer encore un peu plus les conditions de vie au travail !**

**F.O.-DGFIP 64 s'oppose et s'opposera à cette politique d'austérité imposée par nos gouvernants.**